

Le pouvoir exécute ses menaces contre le groupe Cevital

Le groupe Cevital est confronté une nouvelle fois, à une mesure qui réduira drastiquement ses exportations. En effet, le ministère du Commerce a informé dimanche, le groupe Cevital de la décision du gouvernement de suspendre toutes les opérations d'exportation du sucre.

Dans son document, le gouvernement justifie sa décision par le souci d'assurer la disponibilité de ce produit de première nécessité sur le marché national au cours du mois du Ramadhan qui connaît une forte hausse de la consommation du sucre. Toutefois, le gouvernement ne limite pas sa mesure dans le temps ce qui signifie que la suspension des exportations du sucre fait partie des objectifs tracés par les hautes autorités du pays.

Pour rappel, le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a critiqué sévèrement le 28 septembre dernier, la démarche du groupe Cevital en matière d'exportation du sucre. Pour le chef de l'Etat, les exportations du Cevital n'apporte rien de plus à l'économie nationale puisque la matière première utilisée est importée de l'étranger.

''Pourquoi exporter du sucre ? '' S'interroge-t-il lors d'un discours prononcé à l'occasion de l'installation des membres du Conseil national économique et sociale.

La démarche de Cevital en matière d'exportation du sucre n'a fait qu'augmenter les quantités du sucre brut importé par l'Algérie. Des quantités qui représentent le double des besoins du pays, souligne le président de la République.

Lire aussi : Tebboune répond au patron de Cevital Issad Rebrab

Le président de la République veut orienter le soutien et l'aide de l'Etat vers des industries qui utilisent des matières premières locales.

A l'origine de ces nouvelles tensions entre le groupe Cevital et les autorités, les réserves exprimées publiquement par le patron du Cevital [M. Issad Rebrab](#) sur la volonté de l'Etat de développer la production de betterave sucrière au sud du pays.

La betterave sucrière n'est pas rentable en Algérie

Le patron du groupe Cevital estime que la culture de la betterave sucrière au Sahara ne peut être rentable. L'utilisation de la betterave sucrière cultivée au Sahara coûtera plus cher que d'importer la canne à sucre de l'étranger. Une position qui a provoqué la colère du gouvernement déterminé à aller jusqu'au bout dans sa volonté de développer la betterave sucrière.